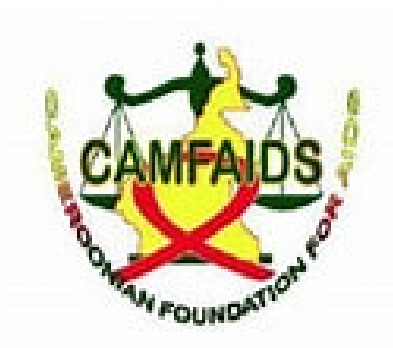


PETITES ORGANISATIONS, GRANDS DÉFIS FINANCIERS

LES ENJEUX DU FINANCEMENT DES ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE PETITE TAILLE EN AFRIQUE
CENTRALE

WEBINAIRE 12 MARS 2024

10H (HEURE DE PARIS) - 11h (HEURE DE GOMA)



AVEC LE SOUTIEN DE



PRESENTATION DES INTERVENANT.E.S



Agir ensemble pour les droits humains (Agir ensemble) est une ONG internationale basée en France.



Camerounian Foudation For Aids (CAMFAIDS) est une ONG camerounaise de défense des droits humains et de lutte contre les IST et le VIH/SIDA.

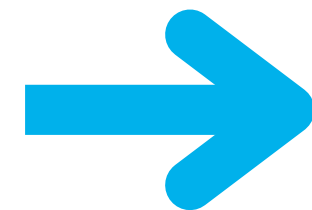


Solidarité des Femmes pour le développement intégral (SOFEDI) est une ONG congolaise basée dans le Sud-Kivu œuvrant pour la promotion des droits des femmes.



L'ONG SIFOS est une organisation gabonaise spécialisée dans la défense des droits des jeunes en difficulté sociale (enfant de la rue, victimes de traite, etc.)

- Mot de bienvenue par Camille FABRE, Chargée de projets et partenariats – Agir ensemble pour les droits humains



À TÉLÉCHARGER SUR WWW.AGIR-ENSEMBLE-DROITS-HUMAINS.ORG

PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DÉFIS FINANCIERS



VOS QUESTIONS SONT A POSER DANS L'OUTIL "Q&R" DE ZOOM

PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS



Introduction

Camille FABRE

Chargée de projets et partenariats
Agir ensemble pour les droits humains

PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS



OBJECTIFS DU RAPPORT

1

Mettre en lumière les difficultés d'accès aux financements pour les organisations de la société civile en Afrique centrale en soulignant les obstacles structurels et les contraintes des bailleurs

2

Appuyer les perspectives d'avenir du financement des organisations de la société civile en mettant en avant les alternatives de financement possibles et en promouvant la collaboration horizontale

3

Formuler des recommandations à destination des autorités étatiques d'Afrique centrale, des institutions internationales et bailleurs de fond internationaux, des OSC locales et ONG internationales afin de faciliter le financement des OSC en Afrique centrale



Programme

- 10h00 — Introduction par **Camille FABRE**
- 10h15 — Présentation du panorama du financement des OSC de petite taille en Afrique centrale par **Viviane SEBAHIRE**
- 10h35 — Retour sur les freins structurels et les contraintes des bailleurs par **Chantal SAGBO**
- 10h55 — Perspectives sur le futur du financement des OSC en Afrique centrale par **Ebenezer MUNKAM**

Programme

11h15 ■ Conclusion par **Camille FABRE**

11h20 ■ Questions/Réponses

11h30 ■ Prochaines étapes de la tournée de plaidoyer par **Manon CIVEL**

11h30 ■ Fin de la conférence

PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS



Panorama du financement des OSC de petite taille en Afrique centrale

Viviane SEBAHIRE

Coordinatrice

Solidarité des femmes pour le développement intégral (SOFEDI)
République démocratique du Congo





PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS



L'influence des contextes nationaux dans l'accès aux financements des OSC

-  En RDC, l'accès au financement est fragilisé en raison du contexte politique et sécuritaire volatile
-  Au Congo-Brazzaville, les OSC ont des difficultés de financements alors que les besoins sont criants
-  Au Cameroun, une société civile dense et active mise en difficulté par la législation nationale
-  Au Gabon, les OSC de petite taille sont contraintes par un environnement juridique et institutionnel peu favorable à leurs actions

État des lieux des opportunités de financement : une omniprésence des bailleurs de fonds internationaux ?

Les bailleurs de fonds internationaux, pilier du financement des OSC :




- Une viabilité financière des OSC dépendante du soutien de ces bailleurs de fonds
- Des opportunités de financement aux critères variés : PNUD, DUE, AFD, ambassades, ONG internationales

Les financements publics nationaux sont faibles, politisés et peuvent mener à un contrôle étatique

Les financements privés sont difficiles d'accès pour les OSC et peuvent mener à des cas de dépendance

L'inégale répartition des fonds attribués par secteur : le financement de secteurs non prioritaires pour les OSC locales

Recommandations générales aux autorités étatiques d'Afrique centrale

-  Assurer une répartition indivisible et équitable des financements alloués aux OSC indépendamment des priorités politiques et thématiques des gouvernements
-  Allouer un soutien financier adapté à la diversité et aux spécificités des OSC de défense des droits humains
-  Reconnaître l'expertise des OSC du secteur des droits humains, en les consultant sur leurs thématiques de travail et en les intégrant dans les espaces de dialogue

Recommandations aux autorités étatiques

- **Congo-Brazzaville** : Mieux financer les initiatives existantes, telle la Maison de la société civile créée par le Conseil consultatif de la société civile et des ONG
- **Gabon** : Assurer une sélection équitable des OSC lors de leur enregistrement administratif et réduire les délais de délivrance des récépissés définitifs
- **RDC** : Garantir la délivrance dans les meilleurs délais des documents administratifs nécessaires à la reconnaissance des OSC et leur permettre d'exercer leur activité
- **Cameroun** : Modifier la *Loi n° 90/053 du 19 décembre 1990 sur la liberté d'association* afin de permettre aux associations de capter les fonds internationaux même en l'absence de reconnaissance officielle de leur utilité publique

Entre freins structurels et contraintes des bailleurs : un accès complexifié des OSC aux financements

Chantal SAGBO

Présidente et fondatrice
ONG SIFOS
Gabon

PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS



Les défis et difficultés des OSC de petite taille dans l'accès aux financements


Des entraves structurelles à l'accès au financement

- Des capacités organisationnelles limitées
- Des ressources humaines insuffisantes
- Une absence de connaissance des opportunités de financement


Critères contraignants des bailleurs de fond

- L'obligation du respect des thématiques proposées par les bailleurs, même si elles ne correspondent pas tout à fait au domaine d'action initiale de l'OSC
- La bonne structuration de l'organisation qui doit fournir la preuve de disposer de RH qualifiées, alors que les OSC souffrent souvent d'un manque de personnel
- L'expérience financière, notamment en ce qui concerne la gestion de grands financements
- L'audit et la certification des comptes
- La preuve d'une existence légale à travers la soumission de documents tel que le récépissé de déclaration, souvent très difficile à obtenir selon les contextes nationaux

Cas concrets de critères contraignants dans des appels à projets

 **AFD** : financement de projets d'OSC locales à partir de 500 000€, exigeant une expérience financière préalable et encourageant les consortiums entre ONG françaises et locales pour qu'elles accèdent à de tels financements.

Les ambassades de France :

-  • Au Congo-Brazzaville, plusieurs guichets de financement existent et sont accessibles aux petites organisations. Les critères d'éligibilité varient et sont plus ou moins souples (être enregistré depuis trois ans, présenter un rapport d'activité et un bilan financier sur la dernière année, avoir déjà géré une subvention de l'UE ou de la coopération française, etc.).
- Au Cameroun, pour accéder au Fonds Equipe France Rapide (FEFR) sur les droits humains en 2023, il était nécessaire de ne pas avoir reçu un financement de l'ambassade depuis cinq ans, d'intervenir en zone rurale et périurbaine, et d'avoir au moins cinq ans d'existence.

 **L'Union européenne** : bailleurs très exigeant. Les critères d'éligibilité ont tendance à favoriser les ONG internationale au détriment des OSC locales.

Des obstacles persistants après la sécurisation des fonds

Une dépendance aux organisations de grande taille

- Difficultés à obtenir directement des financements : les bailleurs de fonds préfèrent financer des organisations de grande taille qui agissent en tant qu'intermédiaires en raison de leur plus grande expérience

Des financements inadaptés

- Des thématiques financées en inadéquation avec les causes défendues par les OSC et avec les besoins des populations locales
- Des interactions entre les bailleurs de fonds et les OSC locales insuffisantes

Une double responsabilité pour les OSC

- Responsabilité à l'égard des bailleurs et des populations locales.
- Les OSC se retrouvent contraintes de jongler avec les intérêts de divers acteurs et doivent prendre en compte les obligations et enjeux de chacun d'eux

Des exigences de structuration et de gestion financière démesurées

- Absence de financements octroyés pour assurer la structuration des OSC
- Des conditions de financement irréalistes, mettant les bailleurs de fonds en position de domination face aux OSC

PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS



Recommandations aux institutions internationales et aux bailleurs de fonds internationaux

- ↳ Financer des projets d'OSC qui répondent aux priorités identifiées par les communautés locales *via* leur consultation régulière plutôt qu'aux priorités des agendas des bailleurs de fonds
- ↳ Faciliter l'obtention de financement direct par les OSC, sans recourir obligatoirement à un intermédiaire
- ↳ Privilégier un accompagnement rapproché des OSC sur un plus long terme
- ↳ Accorder des financements plus conséquents et diversifiés qui incluent la prise en charge de frais structurels
- ↳ Mettre l'accent sur le financement du renforcement de capacités organisationnelles des OSC
- ↳ Proposer, dans le cadre des AMI, des plus petites subventions, plus accessibles pour les petites OSC
- ↳ Alléger les obligations procédurales lors des AMI et pour la gestion des projets

Recommandations aux ONG internationales

- Permettre aux OSC d'inclure leurs frais de fonctionnement et de structuration dans le budget des projets
- Former à la gestion financière et à la rédaction des rapports narratifs et financiers pour permettre l'amélioration de la redevabilité bailleur et faciliter le travail d'audit
- Privilégier les partenariats sur le long terme plutôt que les micro-partenariats, pour permettre la pérennité des actions des OSC et maintenir un renforcement des capacités sur la durée
- Assurer le suivi sur le terrain des projets des OSC financés pour garantir que les actions menées bénéficient aux populations-cibles et évaluer leur impact
- Encourager un partenariat égalitaire, collaboratif et non hiérarchisé entre ONGI et OSC locales, en favorisant l'apprentissage mutuel *via* l'échange de compétences

Recommandations aux OSC locales

- Affecter des ressources pour renforcer les capacités organisationnelles, en formant le personnel en particulier sur la recherche de financements et la gestion administrative et financière des projets
- Participer aux événements et réunions d'information organisés par les bailleurs de fonds pour améliorer la connaissance sur les dispositifs existants et assurer la prise de contact
- Assurer la redevabilité des actions menées auprès des partenaires techniques et financiers ainsi que des populations locales
- Favoriser la mise en place d'une bonne gouvernance afin de renforcer la crédibilité de l'organisation auprès des bailleurs de fonds

Que peut-on attendre du futur du financement des OSC en Afrique centrale ?

Ebenezer MUNKAM

Directeur de la Direction des droits humains et du plaidoyer
CAMFAIDS
Cameroun

PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS



Un rééquilibrage des partenariats

Assurer l'adéquation et la cohérence entre les besoins des OSC et les financements proposés

Renforcement de la connaissance du bailleur sur les besoins de la société civile

Exemple de la plateforme du PNUD en RDC

Point d'attention : s'assurer de la neutralité des plateformes pour éviter toute récupération politique

Assurer une gestion raisonnée des fonds octroyés par les bailleurs

Prendre en compte les difficultés liées aux réalités du terrain

PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS



Le renforcement des capacités des OSC locales durables

Une meilleure collaboration entre OSC grâce à la mise en réseau

- Obtenir des financements plus conséquents
- Accroître la visibilité des OSC
- Avoir plus de poids dans les négociations
- Favoriser le partage d'expériences et de bonnes pratiques entre OSC afin de permettre l'émergence de stratégies de collecte de fonds plus efficaces

Repenser le système d'appui par intermédiaires

Raffermir le principe d'égalité entre OSC locales et ONGI par la tenue de consultations

Une meilleure mise à contribution de la population locale

Repenser le système
d'appui par intermédiaires



Une meilleure
intégration de la
participation locale à
l'écriture des projets

Intégrer davantage
les frais d'évaluation
aux projets financés
par les bailleurs de
fonds



Une réponse aux
risques de perte
d'identité et de
légitimité
communautaire en
procédant à des
évaluations en cours
et en fin de projets par
les OSC



Diversifier les sources de
financement



Eviter la
dépendance à une
entité



Pérenniser les
financements pour des
projets plus durables, en
adéquation avec les
besoins locaux

PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS

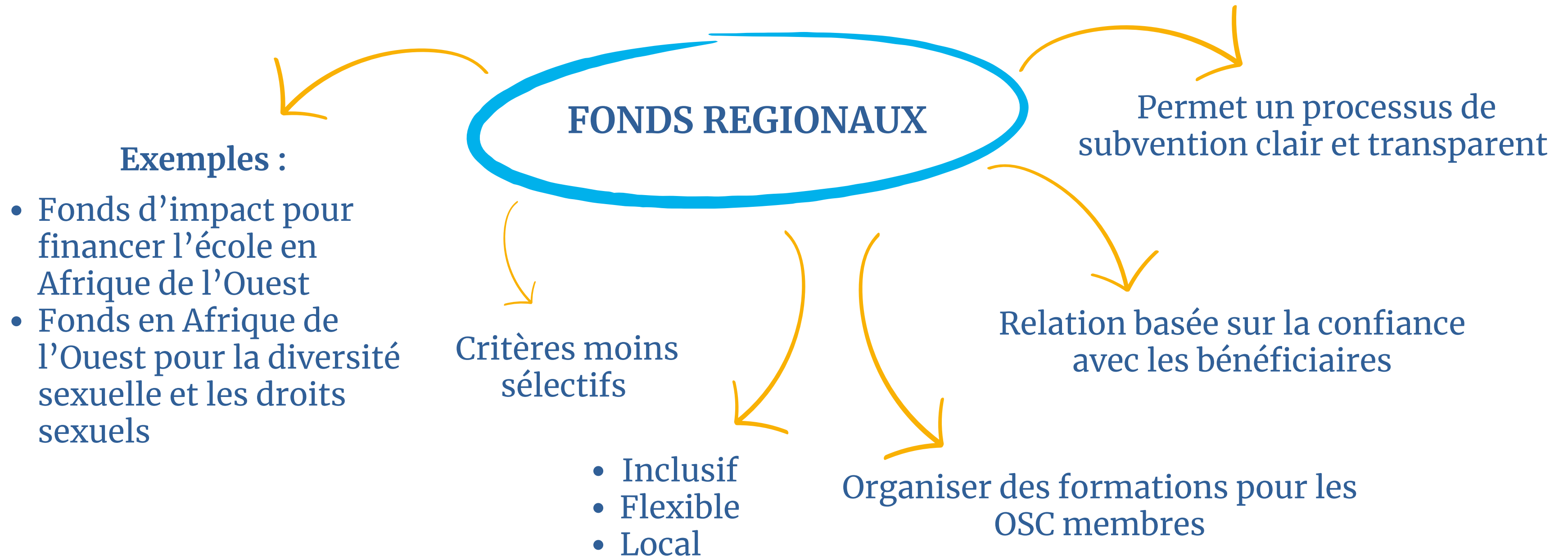


AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS



Innover : les alternatives de financement possibles

- Une meilleure accessibilité des fonds régionaux



Des promesses limitées du financement privé

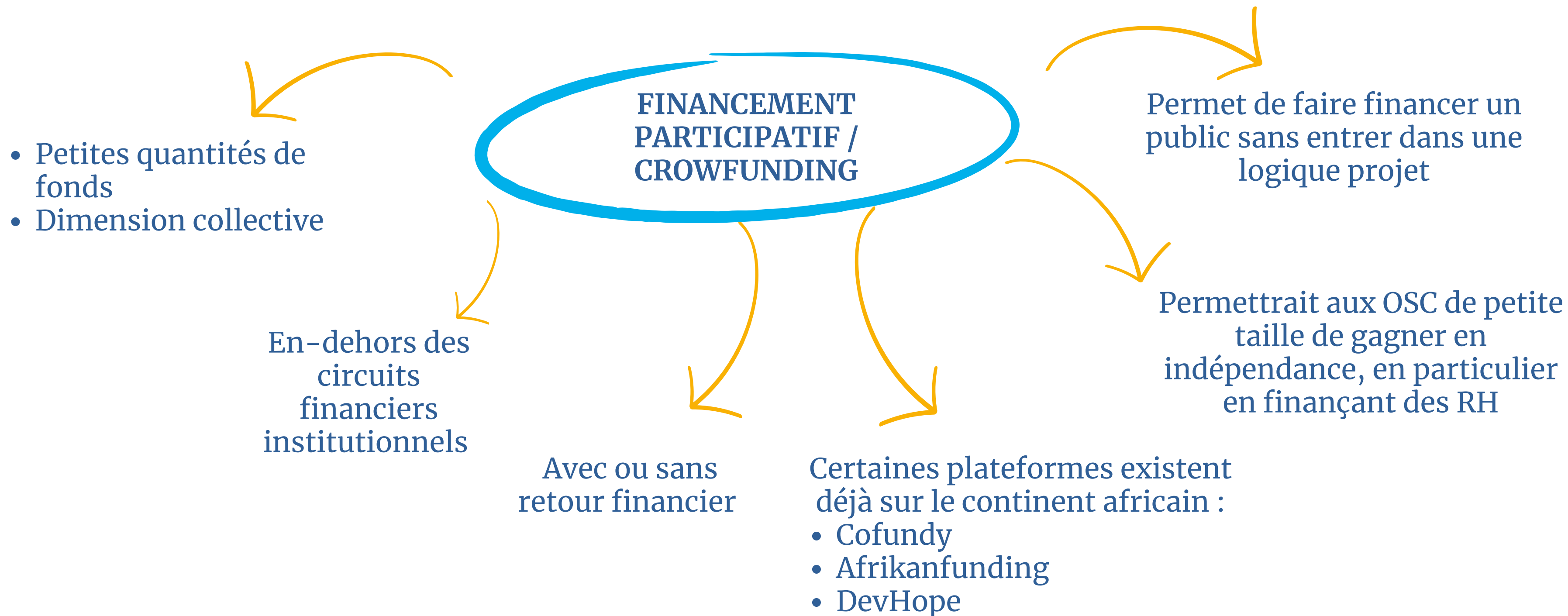
Intérêts

- ↳ Contournement des procédures des bailleurs publics et de leurs cahiers des charges spécifiques
- ↳ Possibilité de bénéficier de fonds d'investissement hybrides

Risques

- ↳ Petits montants octroyés et généralement soumis à des intérêts lucratifs
- ↳ Impact négatif sur l'image des OSC lorsque des scandales touchent les entreprises
- ↳ Sélection des OSC financées et mise à l'écart des associations de contre-pouvoir afin d'éviter des représailles

Les perspectives du financement participatif



PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS



Recommandations aux institutions internationales et aux bailleurs de fonds internationaux

- Créer une plateforme commune afin de centraliser les AMI des bailleurs redistribuant l'aide publique au développement, pour simplifier les procédures ;
- Cartographier les sources de financement disponibles pour les OSC locales pour une meilleure adaptation des dispositifs de financement proposés par les bailleurs de fonds internationaux ;
- Se rapprocher d'autres partenaires financiers présents sur le terrain afin de mettre en place des dispositifs de financement complémentaires et d'échanger sur les bonnes pratiques ;
- Encourager la mise en place d'un fond intermédiaire en Afrique pour financer des micro et méso-projets pour garantir l'accès aux financements à une diversité d'OSC ;
- Favoriser le dépôt de projets en consortium par les OSC pour mutualiser la gestion des subventions, faciliter la montée en compétences commune et limiter la lourdeur des obligations procédurales.

Recommandations à l'Union européenne et aux ambassades de France

- Favoriser des partenariats avec des bailleurs internationaux et des représentations nationales, telles que les Équipes France (ambassade, AFD, Institut français, Expertise France) afin de mettre en place des dispositifs de financement commun ;
- Généraliser la mise en place d'un dispositif à double guichet dans les ambassades, permettant de financer à la fois les organisations émergentes *via* des petits financements (10 000€) et les organisations en cours de structuration *via* des financements intermédiaires (40 000€) ;
- Communiquer davantage sur les dispositifs existants auprès des OSC.

Recommandations aux ONG internationales et aux OSC locales

- ↪ Exhorter les OSC à créer des réseaux ou à rejoindre des réseaux existants dans le but d'obtenir des financements plus conséquents, d'assurer une meilleure gestion des fonds, de permettre le renforcement de capacités des OSC et d'augmenter leur visibilité et légitimité auprès des bailleurs ;
- ↪ Développer une plateforme numérique *via* laquelle OSC locales et ONGI puissent échanger sur leurs synergies ;
- ↪ Travailler en synergie à la mise en place d'un fonds commun de financement en Afrique centrale.

Mot de conclusion

Camille FABRE

Chargée de projets et de partenariats – Agir ensemble pour les droits humains

PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS



MERCI POUR VOTRE ATTENTION



VOUS POUVEZ POSER VOS QUESTIONS
PAR ECRIT VIA L'OUTIL Q&R de ZOOM

PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS



PROCHAINES ETAPES – LA TOURNEE DE PLAIDOYER EN EUROPE



Paris – 08 au 09 avril 2024

Rencontres avec des acteur.rice.s institutionnel.le.s



Lyon – 10 avril 2024

Evenements ECSI et Plaidoy'art

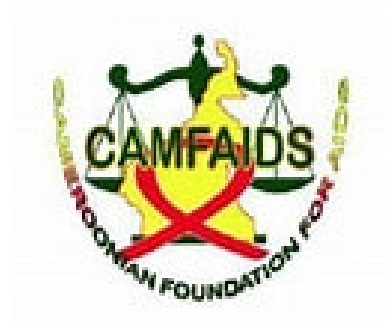


Genève – 11 au 13 avril 2024

Rencontre avec des représentant.e.s des Nations Unies



CE WEBINAIRE VOUS EST PRESENTE PAR



NOUS CONTACTER

Presse : communication@aedh.org

SOFEDI : association.ssd@gmail.com

ONG SIFOS : info@ongsifos.org

CAMFAIDS : camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr

AVEC LE SOUTIEN DE



SIGRID
RAUSING
TRUST



PETITES ORGANISATIONS,
GRANDS DEFIS FINANCIERS

